



Projet de réforme des retraites

Nouvelle semaine de mobilisation, Temps fort le 6 février

Ni pause, ni trêve la lutte doit se poursuivre et s'amplifier partout !

Malgré les formidables mobilisations et l'opposition ultra-majoritaire des français contre ce projet de réforme, malgré l'avis fortement critique du conseil d'état, malgré un projet de loi toujours pas financé (une première sous la Vème République !), le gouvernement s'entête à essayer de passer au forceps, coûte que coûte un projet de loi qui n'est ni fait ni à faire.

Le projet de réforme des retraites arrive cette semaine à l'Assemblée Nationale. Ce projet entre donc dans une nouvelle phase avec le processus parlementaire.

La majorité Macroniste ne cesse de répéter que ce projet pourrait « s'améliorer » au fil des débats et des amendements déposés. Or, la mobilisation qui traverse le pays depuis le 5 décembre exige non pas « d'aménager » le texte, mais bien de le retirer pour ouvrir des négociations à partir du système existant.

Il est à noter d'ailleurs que malgré quelques défections, les députés LREM et leurs alliés sont largement majoritaires à l'Assemblée Nationale.

QUI PEUT SERIEUSEMENT CROIRE, QUE LES MEMES DEPUTES QUI ONT EU L'INDECENCE IMMONDE DE S'OPPOSER A L'OCTROI DE 12 JOURS DE CONGES POUR LE DECES D'EN ENFANT, MONTRERAIENT PLUS D'EMPATHIE ENVERS LES MILLIONS DE SALARIES, ACTIFS ET RETRAITES, QUI SERAIENT FORTEMENT IMPACTES PAR CE PROJET DE LOI ????

Alors que la question du financement est posée, quel que soit le système, le patronat et ce gouvernement comme les précédents, écartent toutes les propositions portées notamment par la CGT :

- **Loi contraignante pour l'égalité salariale entre les femmes et les hommes : Refus**
- **Augmentation significative du SMIC et des salaires minimums dans la Fonction Publique : Refus**
- **Arrêt des gels de salaires dans la Fonction Publique : Refus**
- **Augmentation des indemnités de résidence et suppression des abattements de zone : Refus**
- **Rétablissement des bordereaux de salaires des ouvriers d'État : Refus**
- **Suppression des allègements de cotisations sociales : Refus**
- **Réduction du temps de travail à 32H00 : Refus**
- **Mise en place d'un 13^{ème} mois dans le secteur public et les entreprises sous tutelle de l'État : Refus**
- Etc...

Les seules « solutions » portées par ce gouvernement et les députés à leur botte restent le report de l'âge de départ et la diminution des pensions. Inacceptable et inconcevable pour la CGT.

Les débats parlementaires ne doivent faire objet d'aucune trêve dans la mobilisation, bien au contraire. Le retrait de ce projet de réforme universel par points se gagnera par la mobilisation de tous ceux qui s'oppose à l'intolérable, par l'engagement de tous ceux qui refusent de travailler plus longtemps pour une pension réduite.

Rendez-vous toutes et tous pour cette nouvelle semaine de mobilisation :

Le 5 février avec les organisations de jeunesse

Le 6 février avec un nouveau temps fort de grève et manifestations

Le 7 février avec des initiatives décidées localement notamment vers les parlementaires

Le retrait du projet de loi se gagnera dans la rue !